Le Soir
PANORAMA

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

A FONDS PERDUS

LES ARABES ET LA CRISE

Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

Les places boursières du Moyen-Orient sont en baisse depuis juin dernier et en chute libre depuis dimanche 5 octobre, en raison, notamment, de la dégringolade des valeurs immobilières locales.

Qu'en est-il d'abord de la première économie arabe ? Les deux Bourses égyptiennes étaient fermées le jour du krach boursier. A leur retour, mardi 7 octobre, après un long congé coïncidant avec la fin du Ramadan et la célébration de la fête de la Victoire sur Israël en octobre 1973, les courtiers du Caire et d'Alexandrie retrouvaient l'indice boursier égyptien, le CASE-30, à son pire niveau depuis deux ans, après son effondrement de 16,47% la veille en clôture.

Pourquoi une Bourse apparemment si déconnectée de l'effet domino des crédits hypothécaires américain a-t-elle été aussi fortement frappée ?

Wael Ziada, chercheur à EFG-Hermes Egypte, une banque d'investissement dont les actions propres ont diminué de 8,6% au cours de la chute, a commenté le naufrage sur la chaîne Al-Jazeera [1], peu après la fermeture des marchés au Caire et d'Alexandrie. Il impute «l'accident de mardi» à un effet de rattrapage du reste des marchés — notamment ceux du Golfe en dépression depuis dimanche. Une tendance en cours depuis déjà une année, par anticipation sur le déclin du marché mondial.

«Quels secteurs ont été les plus touchés et pourquoi ?», lui demande la chaîne qatarie. En premier lieu, le secteur financier qui a subi un effondrement de 22,5%, suivi des matériaux de construction (20%).

Certains acteurs, comme la CIB, la plus grande banque commerciale d'Egypte, ont vu leurs cours baisser de façon plus significative : près de 40%. Mais cela n'est que la partie visible de l'iceberg.

A la fin de la session du mardi noir, les investisseurs étrangers et institutionnels se sont empressés de céder leurs titres. Seuls les investisseurs locaux ont été des acheteurs nets. En attendant la stabilisation des marchés des pays développés et émergents, «nous avons besoin d'atteindre le fond», anticipe l'expert. Et ce n'est pas un simple relèvement des taux directeurs de la Banque centrale qui aidera le pays des pharaons à remonter la pente : «Pour s'en remettre, il est plus important de suivre l'évolution de la situation économique mondiale et la capacité du gouvernement à venir à bout d'une forte inflation et de son déficit budgétaire qui pèsent sur l'économie dans son ensemble.»

Quel conseil donne-t-il aux intervenants sur le marché égyptien ? «Tout d'abord, ne pas paniquer, juste attendre et observer les tendances» et, au-delà, s'inscrire dans la perspective de la recherche de gains à long terme et de rendements assis sur un «investissement basé sur les fondamentaux plutôt que sur la spéculation.» Beaucoup d'Egyptiens sont pauvres, et peu d'entre eux ont un tel appétit pour les Bourses. C'est pourquoi l'impact de la crise sur l'épargne des faibles revenus est faible parce qu'elle est tout simplement inexistante et la petite minorité qui boursicote et spécule sans compter a généralement, comme partout dans le monde arabe, une très faible «compréhension de la façon d'investir». C'est pourquoi, «ces Egyptiens qui ont trouvé leur fortune réduite de 40 à 60% ne sont pas près de revenir sur le marché».

Qu'en est-il ensuite des richissimes monarchies pétrolières voisines ?

La descente aux enfers des marchés boursiers s'est accélérée, mercredi 8 octobre, de Dubaï à Riyad en passant par Doha, malgré les tentatives des autorités de rassurer les investisseurs : elle dépassait ainsi les 10% à Dubaï, ville-émirat pourtant en plein essor qui vient de lancer deux nouveaux projets immobiliers gigantesques, et approchait 9% en Arabie Saoudite, premier exportateur mondial de brut au monde, et au Qatar, l'un des principaux producteurs de gaz de la planète.

La Bourse de Dubaï a ainsi perdu plus du quart de sa valeur depuis dimanche 5 octobre. Certes, les énormes réserves financières de l'émirat devraient lui permettre d'absorber le choc de la crise mondiale du crédit.

La question : quel avenir procure une économie qui repose largement sur des projets et des réalisations immobilières pharaoniques ? A quoi servent-ils ? Généralement, à enrichir des spéculateurs qui ont souvent emprunté pour payer 10% du prix d'un immeuble avant sa construction dans le seul but de le revendre en faisant un gros bénéfice à quelqu'un qui, à son tour, le revendra, et ainsi de suite jusqu'à décupler la valeur de certains biens en quelques années à peine.

La logique est érigée en doctrine d'Etat : les autorités viennent d'annoncer la mise en œuvre de deux gigantesques projets, pour plus de 150 milliards de dollars : une nouvelle cité et une tour de plus de 1 000 mètres de haut. Le dernier-né de ces monuments est Atlantis, un complexe hôtelier aussi rose que gigantesque, inauguré le 24 septembre dernier, qui a été construit (pour 1,5 milliard de dollars) sur une île artificielle en forme de palmier. Les touristes conviés à l'inauguration devaient être prêts à payer 25 000 dollars la nuit pour pouvoir observer les requins et les raies qui évoluent dans l'aquarium donnant sur le hall et dîner dans de grands restaurants. A l'autre extrémité du Golfe, l'émirat de Sharjah, membre de la Fédération des Emirats arabes unis, joue la carte de la culture avec, déjà, plus de 70 musées dernier cri qui projettent ses traditions dans un avenir technologique sans limites.

La Banque centrale des Emirats arabes unis, qui a débloqué 13,6 milliards de dollars pour soutenir le marché du crédit, faisant écho aux mesures de sauvetage adoptées aux Etats-Unis, n'arrive toujours pas à rassurer certains banquiers : ils disent que cela ne suffira pas au regard, notamment, de leurs engagements extérieurs.

Rien n'y fait, aux Emirats aussi, les banques prêtent moins, et les finances des entreprises comme les projets de construction s'en ressentent. Jusqu'à récemment, le volume de crédit augmentait à Dubaï de 49% par an (d'après la Banque centrale des Emirats arabes unis), un taux presque deux fois supérieur à la croissance des dépôts de la banque. Cela inquiète certains banquiers, qui craignent un effondrement.

Nombre de projets des plus extravagants – les énormes centres commerciaux, îles et autres stations de ski en intérieur – risquent alors d'être abandonnés s'ils n'ont pas déjà trouvé leur financement. La crise du crédit pourrait également mettre un frein à la demande car les candidats à l'acquisition vont avoir de plus en plus de mal à obtenir un prêt. Ce ralentissement sera encore plus fort si la situation s'aggrave en Occident. Les prix de l'immobilier à la vente et à la location, qui étaient restés stables jusqu'à présent, devraient bientôt commencer à baisser.

Outre les souffrances que subiront leurs projets immobiliers, les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (Koweït, Emirats arabes unis, Bahreïn, Arabie Saoudite, Qatar et Oman) verront, sans aucun doute, se déprécier une partie des 1 000 milliards de dollars investis partout dans le monde par leurs fonds souverains.

Ils croyaient faire illusion de peser sur le cours de l'économie mondiale attelée à la bulle financière, mais «ils ne restent que peu intégrés dans le système financier mondial, en dépit de leur rôle-clé en tant que fournisseurs de capital, et ont peu ou pas de contrôle sur les développements en cours», relève Omar Benderra [2].

Les banques arabes qui détiennent des capitaux colossaux aux Etats-Unis et dans les banques britanniques sont menacées par les plans de nationalisation. Leurs investissements sur le moyen terme dans de grandes institutions financières ont été sévèrement atteints. Elles ont été directement touchées par l'évaporation de leurs titres et la réduction significative de la valeur de leurs stocks, même si la recapitalisation de leurs actions devrait être assez facile, grâce à leur richesse en pétrole et les énormes réserves accumulées dans les fonds souverains au cours des quelques dernières années.

«Au-delà de ces incidences négatives, la crise financière commence néanmoins à produire un effet positif sur les économies des pays les moins peuplés, par la réduction des fournitures de crédit pour les secteurs fortement spéculatifs. Le risque de surchauffe économique a été réel dans des économies stimulées par des investissements disproportionnés dans l'immobilier», poursuit Omar Benderra.

Les économies arabes donnent ainsi l'image déplorable de vaches d'apparence bien engraissées qui regardent passer le train : «La question de savoir si l'éclatement de la bulle financière arabe conduira les banques et les investisseurs à réviser leurs priorités et à réexaminer la nature et le placement de leurs investissements est une question ouverte.» Même si «rien dans leur comportement au cours des trente dernières années n'indique que cela est susceptible de se produire», conclut Benderra.

A. B.

(1) - Alex Dziadosz, Al-Jazeera Net.
(2) - Omar Benderra, *The Global Financial Crisis and Arab Markets, Arab Reform Initiative*, 23 octobre 2008.

POUSSE AVEC EUX !

LASSITUDE !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com

Louisa Hanoune : «C'est le pire mandat qu'ait connu l'APN.»

Mazal, madame, mazal…

L'information n'est pas encore officiellement confirmée. Si elle se confirme, c'est un grand sentiment de lassitude mâtiné de rage froide qui m'envahit ce matin. Le dégommage d'Amine Zaoui de son poste de directeur de la BN, la Bibliothèque nationale. Plus que de la lassitude, une immense fatigue. Plus que de la rage froide, un froid de morgue. Interface heureuse d'un double emploi intelligent des langues arabe et française, producteur impénitent de sens, de mots et de livres, Zaoui représente à mes yeux cette preuve d'une cohabitation possible et harmonieuse entre deux blocs que l'on a toujours voulu opposer, maintenir en état de guerre : «les arabisants» et «les francophones». Les guillemets sont utiles, tant Zaoui s'est employé à rendre ces intitulés génériques ridicules, étroits et vidés de substance. Les frontières barbelées entre les deux cultures, Amine les combat chaque jour. A sa manière. Inlassablement. En faisant de sa structure le creuset des rencontres jusque-là impossibles, jusque-là entachées de suspicion inquisitoire ou tout simplement bannies. Un homme du livre était à la bibliothèque, temple du livre par excellence. Et c'est cela qui aurait été (j'emploie, là encore, le conditionnel) arrêté, suspendu, avorté. La tribu AC, celle des Adorateurs de Ciseaux, aidée par l'autre tribu, encore plus puissante, celle des GT, les Gardiens du Temple, pourront invoquer ce qu'elles voudront bien invoquer : l'épisode Benchicou et l'invraisemblable histoire du vrai faux numéro d'ISBN. Elles pourront aussi arrondir leur bouche en cul-de-poule devant cet autre épisode, celui du poète Adonis. Ces tribus-là peuvent faire ce qu'elles veulent. C'est d'ailleurs ce qu'elles font. Sans s'en priver. Ne me reste dans mon immense lassitude que ce constat terrible, mais pas nouveau : le sadisme atavique de ce régime. S'il l'a fait, le pouvoir a limogé Zaoui, directeur de la Bibliothèque nationale, le jour de l'ouverture du Salon du livre. A ce niveau-là, ce n'est plus seulement du sadisme, c'est de la perversion. Lassitude ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.